



Syndicat des Services Publics - Genève



Services publics et construction défilent ensemble par milliers pour défendre leurs conditions de travail !

Ce 11 novembre 2015 est un jour historique pour le mouvement syndical genevois. A l'appel du Cartel du personnel de l'Etat et du secteur subventionné ainsi que des syndicats SSP, SIT, UNIA et SYNA, infirmières, assistants sociaux, profs, maçons, grutiers ou encore ferrailleurs, en grève, défilent côte à côte par milliers aujourd'hui unis dans un combat commun : lutter contre le démantèlement de leurs conditions de travail et la précarité.

Conseil d'Etat et SSE, ou des politiques patronales brutales et irresponsables :

Alors qu'au moment où le Conseil d'Etat déclare à qui veut l'entendre que la situation sur le marché du travail est très délicate et qu'il faut trouver des solutions qui apaisent les inquiétudes de la population, il s'attaque de manière inouïe et simultanée à l'emploi, aux salaires, au temps de travail, à la protection contre les licenciements et aux prestations publiques. Le projet du gouvernement d'augmenter de 5% le temps de travail sans compensation de plusieurs milliers de personnes est inacceptable pour les intéressés - et irresponsable d'un point de vue politique. En relevant à 42h le temps de travail hebdomadaire, en facilitant les licenciements, et en gelant les embauches, il fragilisera également les conditions du travail de milliers de salariés des secteurs privés. C'est un signal inquiétant dont se serviront les employeurs de ces secteurs déjà enclins à utiliser le prétexte du franc fort pour augmenter la durée du travail et abuser de statuts précaires. Les projets du Conseil d'Etat genevois légitiment la position jusqu'au-boutiste de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) qui refuse toute négociation avec les syndicats pour introduire de nouvelles protections en faveur des travailleurs de la construction dans la future convention collective. Au moment où le travail temporaire et la sous-traitance sauvage se développent de manière exponentielle sur les chantiers, au moment où les travailleurs âgés se voient licenciés comme des malpropres, au moment où le droit à leur retraite anticipée est remise en question, il s'agit ni plus ni moins d'une déclaration de guerre.

Jeter un pont entre les services publics et les secteurs privés

En occupant ensemble le Pont du Mont Blanc ce matin, le personnel de la fonction publique et parapublique et celui de la construction donnent un message fort au Conseil d'Etat et à la SSE : il faut désormais compter sur la solidarité entre les secteurs privés et publics. En dénonçant les attaques patronales sans précédents contre, d'une part, un statut de la fonction publique qui garantit encore des conditions de travail acceptables et des prestations publiques de qualité, et, d'autre part, la convention collective de travail la plus importante de Suisse, ils alertent également l'opinion publique sur les plans réels du gouvernement genevois. Par les mesures contre les services publics, ce dernier ne fait rien d'autre qu'anticiper les effets catastrophiques de la baisse du taux d'imposition des entreprises de 24 à 13,5%. (RIE III). Celle-ci va induire des pertes d'impôts évaluées à plus de 500 millions de francs. Ce cadeau fiscal aux plus riches et aux entreprises serait ainsi payé par les employés des services publics et subventionnés puis par l'ensemble des couches de la population qui verront les prestations de santé, de transports publics, d'aides sociales et d'éducation réduites.

Des luttes exemplaires à poursuivre

Contre le hold-up patronal sur nos impôts, contre la dégradation massive des conditions de travail et les privatisations rampantes des services publics et subventionnés, pour un renforcement général des conventions collectives de travail et de nouvelles protections des travailleurs et des travailleuses contre le dumping social et salarial, le Cartel de la fonction publique et des secteurs subventionnés, le SSP et les syndicats SIT, SYNA et UNIA, avec le soutien indéfectible de la CGAS (Communauté genevoise d'action syndicale), encouragent le personnel de la construction et des services publics et subventionnés, à poursuivre leurs actions et leurs luttes jusqu'à obtenir satisfaction. Il en va de l'intérêt de l'ensemble des salariés et salariées de ce canton.

Personnes de contact :

Pour le Cartel : Davide De Filippo, 079 707 14 67 ; Marc Simeth, 079 4182371

Pour le SSP : Albert Anor, 076 223 52 90 ; Sabine Furrer, 076 507 50 94

Pour le SIT : Thierry Horner, responsable secteur construction, 078 751 24 40

Pour UNIA : Alessandro Pelizzari, secrétaire régional, 079 817 29 04

Pour la CGAS : Manuela Cattani, présidente, 079 292 84 90